

ment condamné le français à mort dans nos écoles, elles ont commis la barbarie de confier l'exécution de cette sentence à nos instituteurs bilingues qui seront forcés d'étrangler le parler français et la pensée française. Pour être bien sûr que la mort sera inévitable, le gouvernement a nommé des Inspecteurs Supérieurs, qui ne connaissent rien du français, pour surveiller cette triste besogne. Pourquoi ne supprimet-on pas le nom aussi bien que la chose?

Nos éducateurs et nos publicistes pourraient peut-être se demander pourquoi le peuple de langue anglaise du Canada, qui possède tant de facilités pour le faire, n'apprend pas le français, comme le font les gens instruits d'Angleterre qui ont beaucoup moins d'occasions et de facilités. La réponse à cette question soulagerait la curiosité de pas mal de Canadiens.

LA BONNE POLITIQUE

Je laisse de côté les considérations tirées de la sentimentalité ou de la conscience, des idiosyncrasies, ou du tempérament national, car elles prêtent toujours à la discussion, et le but de cet article est de ne en appeler qu'à la raison de ceux qui me feront l'honneur de me lire et de peser mes raisons.

L'uniformité de langage est-elle nécessaire à l'établissement, au progrès, au développement, à la prospérité, à l'unité d'une nation?

Gibbon nous dit que, dans l'Empire Romain, "ceux qui unissaient la pratique des lettres à celle des affaires étaient fréquemment familiers avec les deux langues (le grec et le latin), et qu'il était à peu près impossible de trouver, dans aucune des provinces, un sujet romain d'éducation libérale et qui fût à la fois étranger au grec et au latin."

Le Canada suivrait avec profit cet exemple vieux de près de 2000 ans. S'il ne le fait pas ce ne sera pas la faute de sa population de langue française qui, presque entièrement, est maintenant vraiment bilingue.

La Belgique, l'Autriche, la Suisse, d'autres pays prospères et unis d'Europe y possèdent et enseignent côte à côte deux ou trois langues.

Il n'y a même pas besoin de sortir de l'Empire Britannique. Guernsey, Jersey, le pays de Galles, l'île de Man, l'Afrique du Sud, l'Inde, — qui compte près de cent cinquante dialectes—possédant des langues aussi distinctes les unes des autres que l'anglais diffère du grec et que le français ressemble peu à l'allemand, ont officiellement reconnu et enseignent ensemble deux ou trois langues qu'ils ont mises sur un pied d'égalité parfaite et complète sous tous les rapports. Cependant, personne ne trouve, dans ce pays, que cela retarde, met en danger, ou empêche le progrès ou l'unité de la nation.

L'homogénéité de race ou de langue n'est pas plus nécessaire à l'unité nationale du Canada qu'on a jugé qu'elle l'était dans la plupart des pays d'Europe.

N'oublions pas que l'union est la force, mais l'uniformité n'est pas l'union. Au lieu de le regretter, nous devrions nous féliciter de trouver au Canada la différence des races anglaise et française, la variété des caractères et le progrès qui en résulte. Au lieu d'être un obstacle au progrès et à l'avancement dans toutes les sphères de l'énergie humaine, cette diversité est au contraire le meilleur stimulant, outre qu'elle ajoute au pittoresque de la vie nationale. De cette diversité résultent naturellement une émulation louable et une rivalité amicale. Combien monotone serait notre existence nationale, combien stérile elle